



Les Entretiens Européens - 20^{ème} édition - 13 octobre 2022

Fondation Universitaire Bruxelles

L'avenir des investissements nucléaires en Europe dans un contexte d'instabilité mondiale et de changements géopolitiques

Problématique et questions pour le débat

Programme de la conférence en pages centrales

Objectif

Les Entretiens Européens se réuniront le 13 octobre 2022 à Bruxelles à la veille du Forum Nucléaire Européen de Prague (ENEF les 10 et 11 novembre), de la COP 27 (du 6 au 17 novembre en Egypte) et du Sommet européen de la fin de la Présidence tchèque, sur le thème : « **L'avenir des investissements nucléaires en Europe dans un contexte d'instabilité mondiale et de changements géopolitiques** ».

Persuadée que le nucléaire est un atout pour notre sécurité énergétique et la paix, pour le climat et un nouveau type de développement, ASCPE animera les débats avec l'ambition d'examiner les choix de politique énergétique des Etats, l'évolution de leurs relations liée au contexte économique et géopolitique, et les coopérations nécessaires à développer entre eux pour consolider la place du nucléaire dans notre mix électrique, assurer notre sécurité énergétique et retrouver notre compétitivité à l'export dans un monde en pleine renaissance nucléaire.

ASCPE présente une problématique et des questions qui s'inscrivent dans le cadre des débats européens : les objectifs du « Green deal » et du plan REPowerEU ; le financement des énergies dites « vertes » dans la taxonomie ; la régulation du marché pour les investissements de long terme ; et les conditions à réunir pour des coopérations renforcées entre les Etats qui font le choix du nucléaire.

Les Entretiens Européens prendront la forme d'une conférence sur une journée à la Fondation Universitaire de Bruxelles le 13 octobre 2022.

Ils seront retransmis en direct par internet en temps réel pour toutes celles et ceux qui ne pourraient pas se déplacer et auraient envie de suivre les échanges.

Ils rassembleront des acteurs de l'ensemble de la filière nucléaire européenne (de l'extraction de l'uranium à la gestion des combustibles usés et des déchets, avec un focus sur la construction de nouvelles centrales), des territoires impliqués dans les projets et des représentants de quelques Etats européens, membres de l'UE et voisins (Allemagne, Belgique, Finlande, France, Hongrie, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Suède et Royaume-Uni), de la Commission européenne (DG Energie, DG COMP). Compte-tenu de la situation économique et géopolitique, nous entendrons des analystes d'institutions mondiales (AIEA, ONU UNECE).

Les Entretiens Européens déboucheront sur la publication d'actes et de recommandations en direction des institutions nationales et communautaires, ainsi que sur la projection YouTube des débats sur les réseaux sociaux. Les recommandations seront soumises au débat de l'ENEF les 10 et 11 novembre à Prague.

Ils feront l'objet d'une publication de La Lettre des Entretiens Européens, reprenant la synthèse des interventions, et les recommandations. Ce numéro exceptionnel sera diffusé massivement en français et en anglais dans les réseaux d'ASCPE et de ses partenaires.

Problématique et questions

Le contexte géo-économique et géopolitique inédit interroge la stratégie énergétique de l'Union européenne et des Etats membres, et leurs relations avec les autres pays du monde.

Avec cette conférence, nous voulons faire prendre conscience de l'ampleur de la récession qui se profile et de ses impacts sur les économies et les sociétés, des risques de crise financière ainsi que de l'incertitude concernant la croissance à l'avenir, et réexaminer la cohérence des politiques énergétiques de l'Union européenne et des Etats membres et mettre en place des coopérations inédites pour les réformes.

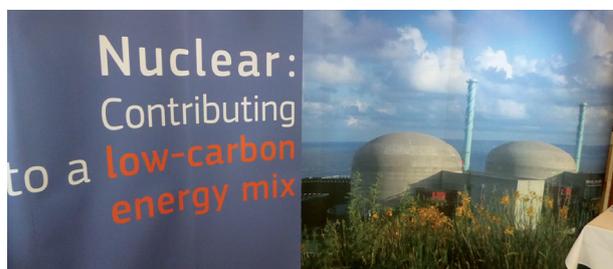
1^{ère} PARTIE - Les dynamiques d'investissement en Europe et dans le monde depuis l'après-guerre ; et aujourd'hui, dans un contexte inédit de mutations, de dérèglements climatiques et de crises économiques et géopolitiques.

Dans cette première partie, nous souhaitons remettre le nucléaire dans sa perspective historique avec, dès les années 50 l'utilisation du nucléaire à des fins pacifiques, symbole de progrès, puis dans les années 70, son industrialisation rapide tout d'abord aux Etats-Unis, en URSS, au Japon et en Europe avec notamment un programme ambitieux en France. Et nous essaierons de comprendre pourquoi l'Europe nucléaire s'est affaiblie à partir des années 2000, au moment même où d'autres pays du monde, et notamment la Chine, s'ouvraient à la technologie nucléaire.

L'ouverture des marchés nationaux, la fabrication d'un marché européen de l'électricité concurrentiel, et les choix de stratégie énergétique – sous pression allemande – de remplacement du nucléaire par les EnR ont montré de sérieux problèmes de cohérence, et aggravé la dépendance au gaz dont les prix ont explosé.

Or, les chocs économiques et géopolitiques, loin de réduire la dépendance en consommation de fossiles, risquent de l'accentuer durablement et ils montrent la vulnérabilité en fourniture de base d'électricité. En même temps, les enjeux de croissance durable renouvent profondément les besoins d'électricité dans tous les usages, ce qui va exiger des investissements de long terme alors que la conjoncture est déprimée et qu'on privilégie les mesures d'urgence.

Ces difficultés n'offrent-elles pas paradoxalement de nouvelles opportunités à une réforme du marché européen de l'électricité favorisant les investissements pour les projets d'énergie nucléaire et les coopérations entre les Etats qui font le choix du nucléaire ?



2^{ème} PARTIE - Les débats de stratégie dans les Etats européens dans ce nouveau contexte. Diversification des mix énergétiques avec le nucléaire et/ou diversification des sources d'approvisionnement du gaz ? Concurrence et coopération dans le secteur nucléaire : recherche de nouvelles alliances bi-latérales dans le monde ou de coopérations renforcées au sein de l'UE ?

Dans le contexte de la crise géopolitique, le besoin s'est fait sentir de réduire rapidement la dépendance de l'UE vis-à-vis des combustibles fossiles russes³, tout en maintenant l'ambition concernant la stratégie de décarbonisation et les objectifs en matière de changement climatique.

Cette situation de crise appelle en même temps des mesures d'urgence et des réformes de long terme. Or la politique de court terme qui vise à défendre le pouvoir d'achat et empêcher les faillites des producteurs de gaz n'accentuent-elles pas les effets pervers et le recours aux fossiles compte-tenu du sous-investissement dans le nucléaire ?

Comment dans un tel contexte offrir une visibilité et une capacité de financement pour des investissements nucléaires dont les spécificités se heurtent aux règles du marché ? Comment résoudre la contradiction ?

Au niveau des Etats membres, les pays les plus dépendants de l'énergie russe sont désormais poussés à rechercher d'autres partenaires internationaux⁴, et éventuellement à ajuster leur futur mix énergétique.

La conférence analysera comment et où l'énergie nucléaire s'inscrit dans ce scénario, tant au niveau de l'UE qu'au niveau des Etats membres. Elle se concentrera sur les différents besoins et opportunités qui apparaissent à la fois dans les pays qui ont fortement dépendu du gaz russe et qui rouvrent le débat sur l'énergie nucléaire (Allemagne, Belgique) ; ceux qui, tout en ayant établi des programmes nucléaires, s'étaient appuyés sur des partenaires russes et reconsidèrent désormais leurs relations (Finlande), ou au contraire consolident leur partenariat (Hongrie) ; ceux qui ont décidé de construire un parc nucléaire (Pologne, Pays-Bas) ; et la France, qui par la dimension de son parc et les décisions de relancer le nucléaire chez elle, pourrait jouer un rôle moteur en Europe.

³ Pour dix pays d'Europe centrale et orientale (Finlande, Estonie, Lettonie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Autriche, Hongrie, Roumanie et Bulgarie), le gaz russe représentait plus de 75 % de leurs importations extra-européennes de gaz. En Pologne, Allemagne et Suède, ce niveau était compris entre 50 et 75 %.

⁴ Les USA vont livrer 15 milliards de m³ de gaz naturel liquéfié (GNL) supplémentaires à l'Europe, et ont proposé la création d'une « task force » pour travailler sur l'indépendance énergétique européenne (155 milliards de m³ de gaz naturel importés de Russie). La Commission européenne mise sur d'autres importations de GNL du Qatar, d'Amérique latine ou d'Australie pour atteindre 50 milliards de m³ de GNL importés. En outre, les combustibles fossiles devraient constituer un recours inévitable pour se passer du gaz russe, faisant de la guerre en Ukraine un obstacle supplémentaire à la lutte contre le réchauffement climatique.

3^{ème} PARTIE - Pour acquérir une autonomie industrielle comme elle le souhaite, l'Union européenne ne doit-elle pas jouer un rôle pour assumer ou garantir les investissements dans le nucléaire et inciter à des coopérations entre Etats volontaires pour que ceux-ci soient possibles ? Comment articuler les mesures d'urgence au secours des particuliers et des entreprises à une réforme du marché de l'électricité favorisant ces investissements et coopérations ?

Concernant les mesures d'urgence et les capacités d'investissement à long terme, il faut garder à l'esprit que les Etats membres sont profondément inégaux et plus ou moins fragiles au plan macro-économique, et que leurs systèmes énergétiques nationaux sont très différents, ce qui pose de sérieux problèmes de solidarité. Ainsi, le plan d'aide de l'Allemagne à ses entreprises, sans commune mesure avec ce que peuvent faire des pays pauvres ou endettés, va aggraver un peu plus les inégalités sur le marché.

S'agissant du nucléaire, les investissements sont lourds et à très long terme. Ils nécessitent des conditions spécifiques pour baisser le coût du capital et rendre possible une rentabilité. C'est pourquoi, la coopération entre les États membres qui dépendent de l'énergie nucléaire est essentielle pour relever les prochains défis industriels, technologiques et économiques auxquels le secteur nucléaire devra faire face.

Or, le marché dissuade les investissements de long terme et la coopération.

Nous réfléchissons à une réforme du marché qui favorise la coopération entre les États membres pour une production d'énergie nucléaire sûre et durable, et les investissements dans la filière (depuis l'enrichissement de l'uranium jusqu'à la gestion des combustibles usés et des déchets ultimes).

Nous examinerons le problème des compétences sachant les graves défaillances actuelles en matière et de formation et de qualification, et les conditions à la promotion de la coopération pour le renouvellement des parcs.

Nous évaluerons les montages financiers qui pourraient permettre des garanties pour les investissements planifiés et visibles dans de nouvelles capacités de production, en favorisant les synergies stratégiques entre les États membres, avec les pays tiers et les organismes internationaux. Nous interrogerons les Etats nucléaires sur leur volonté de nouer un pacte de solidarité énergétique et de construire une coopération structurée permanente.

Nous soumettrons des recommandations pour une transition énergétique cohérente en Europe.

Bruxelles le 13 octobre 2022

Claude Fischer Herzog

Directrice des Entretiens Européens



Organisés par



Les Entretiens Européens

9 rue des Larris, 93800 Epinay sur Seine
Tél. : 00 33 (0)6 72 84 13 59
www.entretiens-europeens.org

Avec le soutien



Parrainés par



Retrouvez dans le numéro de printemps le
Point de vue de Claude Fischer Herzog
**Grammaire de la transition
énergétique en Europe**
www.transitionsenergies.com